

Dépêche AEF : Confinement : le bilan de la 1re semaine des syndicats de chefs d'établissement, d'enseignants et de parents d'élèves

Confinement : le bilan de la 1re semaine des syndicats de chefs d'établissement, d'enseignants et de parents d'élèves

Des "ordres et contre-ordres" (Snuipp) du week-end dernier aux problèmes avec les outils numériques (SE-Unsa), la 1re semaine de fermeture des établissements scolaires a été difficile pour les personnels de l'EN. Les syndicats appellent à "relâcher la pression" notamment avec la "continuité pédagogique" pour laquelle "on veut trop en faire" (Sgen). Si les enseignants volontaires pour l'accueil des enfants de soignants sont nombreux, des "problèmes d'hygiène" demeurent (Snes). Et si plusieurs scénarios existent pour les examens (SNPDEN), tous les syndicats refusent un report des vacances d'été.



Les écoles et établissements scolaires sont fermés depuis le lundi 16 mars 2020

C'est une période "inédite dans l'histoire de l'Éducation nationale", a affirmé le ministre, Jean-Michel Blanquer, le 14 mars. Depuis le 16 mars 2020, à cause de l'épidémie de coronavirus, l'accueil des élèves dans les écoles et établissements scolaires de France métropolitaine est suspendu, sans doute au moins jusqu'à la fin des vacances de printemps. Récit de cette première semaine de "confinement" avec des syndicats de chefs d'établissements, d'enseignants et de parents d'élèves qu'AEF info a interrogés.

"Des ordres et des contre-ordres"

Le week-end des 14 et 15 mars, les personnels de l'Éducation nationale sont passés par plusieurs émotions. "Il y a eu beaucoup

d'ordres et de contre-ordres jusqu'au message adressé dimanche après-midi aux recteurs par le ministre" ([lire sur AEF info](#)), rappelle Régis Metzger, co-secrétaire général du Snuipp-FSU. En effet, par exemple, le jour même de l'annonce de la fermeture des écoles et établissements scolaires par Emmanuel Macron le 12 mars au soir ([lire sur AEF info](#)), Jean-Michel Blanquer affirmait encore que cette fermeture généralisée n'était pas à l'ordre du jour, comme il l'avait déjà annoncé auparavant ([lire sur AEF info](#)). "La prise de conscience que le premier objectif n'était pas que les profs fassent des réunions pédagogiques mais qu'on lutte contre une pandémie a été longue", estime Jean-Rémi Girard, président du Snaic.

"Une forte capacité d'innovation"



Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa.

Également, alors que le ministre avait précisé aux organisations syndicales, le 13 mars, que le télétravail devait être le "principe de base", plusieurs rectorats demandaient aux enseignants d'être physiquement présents dans les établissements lundi ([lire sur AEF info](#)). "Les instructions n'étaient pas claires, les paroles se contredisaient et c'était compliqué pour les enseignants de savoir ce qu'il fallait ou ne fallait pas faire, entre la volonté de tenir sa place et les inquiétudes", explique Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa.

Du fait de ces "annonces contradictoires, les rectorats n'ont pu être à la manœuvre que tardivement et se sont retrouvés en difficulté", indique Franck Antraccoli, secrétaire général d'ID-FO. "Les perdirent assez mal vécu ce moment mais ont fait preuve d'une forte capacité d'innovation, car le scénario n'était pas écrit et donc chacun y est allé de sa solution", assure Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN-Unsa.

Tous les établissements ne sont pas ouverts

Alors que Jean-Michel Blanquer souhaitait que tous les établissements scolaires soient ouverts administrativement, Philippe Vincent indique que, "très vite, on a dû fermer des établissements. Entre lundi et mercredi, beaucoup d'établissements ont fermé pour cause de manque d'agents de loge, de sécurité..." Certains de ces agents, dépendants des départements ou des régions, n'ont pas pu être mobilisés même si "dans la plupart des cas, ces collectivités leur ont demandé d'être présents ou mobilisables avec astreinte téléphonique", relate Franck Antraccoli.

Le secrétaire général d'ID-FO note en outre "une difficulté pour les gestionnaires qui ne sont pas logés dans l'établissement. Il n'y a pas de possibilité de se connecter aux logiciels de l'extérieur. La seule solution est qu'ils se déplacent pour des missions urgentes, comme le paiement des bourses". [A&I-Unsa](#) a en effet alerté sur les "contraintes de continuité" pour ces personnels ([lire sur AEF info](#)).

"Un peu de modestie sur cette Continuité pédagogique"

Alors que le ministère évoque un objectif de "continuité pédagogique" ([lire sur AEF info](#)), pour Frédérique Rolet,



Frédérique Rolet, co-secrétaire générale du Snes-FSU

| D.R.

secrétaire générale du Snes-FSU, ce "terme est inapproprié : il s'agit surtout de garder un lien avec les élèves pour que le fil ne soit pas rompu, mais on est davantage dans un objectif de conforter des notions plutôt qu'avancer dans les programmes. Notamment du fait qu'il y a énormément de différences entre les élèves en termes de conditions matérielles".

"Il faut un peu de modestie sur cette continuité pédagogique, renchérit Stéphane Crochet (SE-Unsa). Tout n'était pas prêt et il ne faut pas croire que les élèves font à la maison les mêmes apprentissages qu'en classe. La vie du groupe classe et l'intervention de l'enseignant sont nécessaires. Aussi, les ENT marchent moyennement bien ([lire sur AEF info](#)) ; et ce type de situation suppose une autonomie dans le travail que n'ont pas forcément les élèves, notamment les plus jeunes et ceux les moins à l'aise avec les apprentissages scolaires".

Rodrigo Arenas, co-président de la FCPE, confirme : "Les parents ne sont pas des profs et on tend à faire croire que l'école peut être réglée avec ces 'punchlines'. Or, l'approche de l'outil est différent selon les familles, selon la culture numérique qu'elles ont".

"Éviter le décrochage"

Les organisations appellent alors à "relâcher la pression" : "Beaucoup de collègues se sont lancés dans des choses roboratives. On conseille d'y aller doucement, de rester calme : on ne va pas d'un seul coup gérer tous les problèmes, les cours ne seront jamais parfaits à distance", souligne Jean-Rémi Girard.

Et Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT, d'ajouter : "On veut encore trop en faire sur la 'continuité pédagogique' alors que la priorité est la capacité du système de soin à faire face. Les enseignants sont extrêmement mobilisés pour faire le lien avec leurs élèves et si tout n'est pas parfait dès la première semaine, ce n'est pas grave. L'important est dans la durée, pour éviter le décrochage." La lutte contre le décrochage apparaît ainsi être la grande priorité des équipes éducatives.

L'enseignante remarque en outre "certaines formes de pression pour vérifier que les enseignants travaillent. Il y a des supérieurs hiérarchiques qui ont du mal à accepter que certains en fassent moins durant cette période". "Relâcher la pression" sur les enseignants, mais également "sur les familles, qui n'ont pas toujours les capacités à jouer les enseignants", recommande Stéphane Crochet.

De nombreux volontaires pour l'Accueil des enfants de soignants



Régis Metzger, co-secrétaire général du Snuipp-FSU.

Le week-end du 14 mars, "on a mis plus d'énergie à réfléchir à comment on allait faire travailler les enseignants qu'à coordonner l'accueil des enfants de soignants", regrette Catherine Nave-Bekhti. Ainsi, remarque Régis Metzger, "la situation est très différente selon les territoires. Les collègues ont besoin de matériel de protection (car sans protection, le volontariat risque de s'effriter) et veulent savoir qui ils accueillent, qui accueille et quand ils accueillent. Il faut un cadrage national". La question de l'accueil de ces enfants le week-end est en effet posée ([lire sur AEF info](#)).

"Des problèmes d'hygiène"

Jusque-là, toutefois, les remontées des organisations syndicales vont dans le même sens : il y a un nombre important d'enseignants volontaires pour ce dispositif, même si "c'est plus difficile dans les petites communes qui ne reposent que sur une école, où il y a plus de flou", note Stéphane Crochet. En outre, "des problèmes d'hygiène demeurent et c'est inconcevable", estime Frédérique Rolet.

Mise à jour le 18 mars, la [FAQ du ministère](#) évoque, sur la question générale de l'accueil des enfants de soignants, le fait qu'il "appartient à chaque recteur d'étudier les possibilités de regroupement dans le respect de 10 enfants maximum par classe et en tenant compte de la nécessité de conserver une proximité soit avec le lieu de résidence de l'enfant soit avec le lieu d'exercice du ou des parent(s)".

Bilan, Examens, vacances... Quelles suites ?

Après les attermoissements du week-end dernier et les difficultés de connexion aux outils numériques, Jean-Rémi Girard estime que "nous allons vite trouver un rythme de croisière, et des enseignants vont se rendre compte qu'ils en font trop. La situation étant anxiogène, il y a aussi besoin de souffler et de se dire qu'on est dans une situation où les choses, forcément, ne fonctionneront pas de façon impeccable". "Cela va être un peu plus calme et on espère que les injonctions des recteurs et chefs d'établissement vont se calmer", complète Frédérique Rolet.



Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN.

| *SNPDEN*

Alors que la date de fin de cette période de confinement est inconnue, la question de celles des examens - DNB et baccalauréat, notamment - et, par conséquent, des vacances, a fait surface. Jean-Michel Blanquer a évoqué "plusieurs scénarios", sans préciser lesquels. Pour Philippe Vincent, il en existe trois principaux : "Si on reprend fin avril - début mai, avec quelques petits aménagements, on doit pouvoir tenir le calendrier ; si on reprend plus tard, se posera la question d'un réaménagement global avec, alors, deux options : laisser tomber une partie des programmes ou réduire le format des épreuves".

Mais un troisième scénario pointe donc aussi : "Décaler les examens, notamment le baccalauréat, en septembre. Mais se pose alors la question de l'entrée dans le supérieur." Quant au brevet, Franck Antraccoli pose la question "de son maintien, cette année, dans sa forme habituelle".

Unanimité contre le report des vacances d'été

En outre, toutes les organisations s'affichent contre une réduction de la période de vacances d'été. "On peut décaler les dates d'examen de 8 jours éventuellement, mais la remise en cause des vacances serait contraire à la continuité qu'on prône et, en plus, percuterait encore l'économie qui aura besoin de redémarrer", explique Philippe Vincent. "Nous sommes défavorables à prendre sur les vacances des personnels – qui travaillent actuellement ! - ni des familles qui, elles aussi, vivent difficilement cette période", indique Catherine Nave-Bekhti, quand Stéphane Crochet assure que l'éventualité d'un report des vacances "secoue beaucoup la profession".

Dans tous les cas, pour Frédérique Rolet, "le ministre doit mettre sur la table les différents scénarios afin de les discuter, de se concerter pour pouvoir anticiper et de ne pas se retrouver dans la même situation que la semaine dernière".

IL faudra tirer un bilan



Jean-Rémi Girard, président du Snalc

| *Droits réservés - DR*

Globalement, les personnels estiment qu'il faudra, à la fin de cette période de confinement, en faire le bilan. D'abord, souligne Jean-Rémi Girard, sur le "fonctionnement des prises de décision et réfléchir à ce qui a pu amener à envisager que la moitié des personnels devaient être dans les établissements au quotidien, que se tiennent des réunions avec 90 personnes dans des salles..."

Mais aussi d'un point de vue pédagogique : "La production d'enseignement à distance est forte et il ne faudrait pas qu'elle soit perdue. Il faudrait organiser un recueil des bonnes pratiques",

propose Philippe Vincent. En outre, "des collègues vont découvrir des capacités du numérique pour nourrir leur enseignement habituel, cela va améliorer la maîtrise des outils par les enseignants, mais on ne va pas révolutionner le système scolaire", estime Jean-Rémi Girard.

Pour le président du Snalc néanmoins, pour l'heure, "l'essentiel est de juguler la pandémie - en arrêtant de dire aux parents d'aller retirer des documents dans des écoles, par exemple - le reste est presque accessoire".